

RETROUVEZ FRITURE
TOUS LES MOIS SUR **RADIORADIO 89.1 0 TOULOUSE**



WWW.RADIORADIO.NET



ON NE CONNAÎT LA VALEUR DE L'EAU QUE LORSQUE LE PUIS EST À SEC

NI L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE, NI L'ASSAINISSEMENT PAR L'EAU NE SONT DES FATALITÉS : CE SONT DES CHOIX DE CIVILISATIONS, FAITS PAR NOS AÎEUX, QUE NOUS AVONS VALIDÉS. LA RECONQUÊTE DE LA QUALITÉ DE L'EAU EST À NOTRE PORTÉE. CE N'EST PAS TANT UNE QUESTION DE SCIENCE ET DE TECHNIQUE QUE DE CONSCIENCE.

L'été dernier, pour la première fois dans l'Histoire, le Tarn s'est couvert sur des dizaines de kilomètres d'un étrange tapis vert fluorescent, que les orages de septembre ont fini par emporter à l'océan. Il s'agissait de lentilles d'eau. De tels prodiges se produisent de plus en plus souvent dans les zones d'eau. Ils sont les signes évidents de déséquilibres qui vont en s'aggravant.

Pierre Besse
Photos : Arione Blanquet
Adrien Duquesnel

La baignade en rivière n'est presque plus qu'un souvenir. L'eau potable a un arrière-goût, la facture d'eau est de plus en plus salée. Il faut dire que Midi-Pyrénées cumule le handicap du bassin parisien (agriculture industrielle largement développée) et celui des régions méditerranéennes (sécheresse estivale accompagnée d'une forte demande pour l'irrigation). L'Agence de l'Eau Adour-Garonne définit actuellement les lignes politiques de son 12^e programme (2007/2012). L'Uminate (Fédération Midi-Pyrénées des Associations de

Protection de la Nature et de l'Environnement) a remis dernièrement ses observations et propositions (consultables sur son site) concernant deux grands domaines : l'agriculture et l'assainissement. L'agriculture est concernée de près, et souvent se retrouve au premier rang sur le banc des accusés. Les pesticides sont un problème majeur. Leur impact sur la santé humaine n'est plus nié, pas plus que sur la faune sauvage. Ils finissent par être interdits les uns après les autres, après des dizaines d'années de dégâts insidieux, pour être remplacés par de nouvelles molécules dont on découvre la dangerosité des années plus tard. De plus en plus de médecins finissent par s'insurger contre le laisser-faire de l'administration, contre l'insuffisance des garanties demandées pour l'homologation de ces produits, contre l'absence de suivi épidémiologique. Il ne faudrait pas oublier le désherbage chimique des voiries urbaines, qui à quantité égale de poison épandu, provoque une pollution de l'eau immédiate et massive. L'usage des pesticides par les jardiniers amateurs est aussi une cause directe non négligeable de contamination des personnes et des logements. Le suivi précis et exhaustif de la présence de ces poisons dans les eaux est impossible, parce que leur concentration varie constamment, que les

Biocybèle

La fête de la bio !

Parc Foucaud
Gaillac
Tarn



4 et 5 Juin 2006
Dimanche et
lundi de pentecôte

24^{ème} foire
aux produits de l'agriculture
biologique et aux alternatives



www.biocybele.net
Tél : 05 63 57 60 00

FRITURE



Votre publicité ici,
Contactez **Djamila**
au 05 61 80 84 76
pub@friture.net

analyses sont complexes, chères, les matières actives employées sont très nombreuses, et les molécules issues de leurs dégradations sont encore plus nombreuses, encore moins connues, bien que parfois aussi dangereuses.

LES SOLS ET LES PAYSAGES

La capacité de stockage d'eau dans un sol dépend de sa teneur en humus, qui a chuté de plus de moitié en 50 ans pour les sols cultivés de nos régions. La capacité d'infiltration dépend de l'activité biologique du sol, notamment des vers de terre, que les labours profonds et répétés, le manque d'humus et surtout l'usage des pesticides ont quasiment éradiqués des sols cultivés. Par ailleurs, l'infiltration de l'eau n'est possible que si l'état de surface du sol est correct, or les sols appauvris en humus et nus la moitié de l'année sont instables, et se referment très vite sous la pluie, entraînant un ruissellement massif. Les effets de ce ruissellement anormal sont multiples : érosion, pollution des rivières par la terre arrachée aux champs, elle-même polluée par les engrais et les pesticides, aggravation des crues, sensibilité accrue des cultures à la sécheresse. Entre un sol naturel (sous une prairie, une forêt...) et un sol labouré, la vitesse d'infiltration varie de plus de 50 mm à l'heure (ce qui permet d'absorber sans ruissellement même les plus fortes pluies) à rien du tout : on voit un peu partout dans le creux des champs des mouillères, flaques d'eau qui mettent plusieurs semaines à s'évaporer au soleil, parce que le sol est devenu complètement imperméable. Les eaux de ruissellement ne sont jamais favorables aux cours d'eau, ni aux nappes évidemment. En revanche, les eaux d'infiltration sont considérablement ralenties et remarquablement filtrées : les sols dans leur état naturel retiennent à peu près tout et les très nombreux microbes qui y vivent dégradent l'essentiel des pollutions organiques, et même avec le temps les pesticides. Pas de bonne qualité des eaux sans un bon état des sols, donc, mais le paysage a aussi son rôle à jouer. En particulier les zones enherbées en permanence, et les arbres. S'il est fatal qu'un certain ruissellement apparaisse sur les terres labourées, il peut être interrompu ou ralenti par des prairies ou des haies. Les départements de Midi-Pyrénées ont perdu en cinquante ans de l'ordre de 50 000 km de haies chacun. Pourtant le maillage bocager est indispensable à la régulation des crues, à la maîtrise de l'érosion, à la bonne recharge des nappes. On connaît son rôle déterminant dans le maintien d'une faune auxiliaire abondante et diversifiée. Par ailleurs, dans les temps à venir, le bois de chauffage est sans doute appelé à redevenir une ressource importante, et compte tenu de la vitesse de croissance des arbres, il faut anticiper ce phénomène en replantant massivement. On a donc toutes les raisons de cloisonner les plus grandes parcelles agricoles, et de replanter au moins une partie de ce qui a été arraché, au moins le long des cours d'eau, des chemins.

L'IRRIGATION

La consommation pour l'irrigation représente entre 80% et 90% des consommations en période d'été (cette consommation a été multipliée par 6 en 35 ans dans notre région). Or c'est à ce moment que les problèmes de qualité et de pollution de l'eau sont les plus aigus, puisqu'il y a moins d'eau pour diluer la pollution. L'eau d'irrigation est utilisée majoritairement dans notre région pour faire pousser du soja et du maïs, dont la récolte est en partie destinée au bétail. La filière de l'élevage industriel à base de maïs/soja a un bilan catastrophique au plan écologique et au plan de la qualité de ses produits. Elle est une menace pour l'équilibre planétaire (mobilisation de la moitié des terres arables du monde pour

alimenter ce type d'élevage au détriment de l'alimentation d'une majorité de la population humaine), et de surcroît elle est condamnée à terme par le renchérissement de l'énergie (il faut beaucoup plus d'énergie pour faire pousser du maïs et du soja que de l'herbe). Elle produit des protéines animales en quantité alors que nutritionnistes et médecins s'accordent à dire qu'on en consomme beaucoup trop dans les pays « nantis ».

Il est temps de s'orienter vers un modèle d'élevage différent, qui reposerait sur des ressources fourragères locales produites sans labour et sans arrosage, c'est-à-dire sur l'herbe des prés. Il ne s'agit pas de bannir l'irrigation mais d'évaluer l'eau réellement disponible quand on s'abstient de prélever celle qui est nécessaire aux milieux naturels, d'affecter cette eau en priorité à l'irrigation des cultures destinées à l'alimentation humaine, de tendre vers des consommations. Car les infrastructures d'irrigation ont coûté et coûtent encore tout en étant très largement subventionnées. Des changements profonds devront avoir lieu. Ils concernent les agriculteurs mais aussi l'administration de l'agriculture, et tout l'appareil de recherche et d'enseignement agricole. Ces changements sont déjà à l'œuvre, à travers l'agriculture biologique, mais aussi dans des évolutions très nettes à l'échelle mondiale vers des techniques de production sans travail de sol. En attendant, rien n'empêche le citoyen-mangeur de stimuler par ses achats une agriculture respectueuse des sols et non polluante. L'agriculture bio (si possible locale et artisanale), les agriculteurs appartenant au Réseau d'Agriculture Durable, par exemple, et ceux qui sont engagés dans la vente directe au consommateur par des contrats qui les engagent à une agriculture écologique (à l'exemple des AMAP). Rien ne l'empêche de repenser à la fois son régime alimentaire et son mode d'approvisionnement.

LES NORMES QUI S'APPLIQUENT À L'EAU POTABLE - PAS PLUS DE 0,1 UG/L POUR CHAQUE PESTICIDE, PAS PLUS DE 0,5 UG/L POUR L'ENSEMBLE DES PESTICIDES - SONT VOUÉES À RESTER DES VŒUX PIEUX, PAR IMPOSSIBILITÉ MATÉRIELLE À TOUT CONTRÔLER, TOUT LE TEMPS

LE CYCLE INFERNAL

A lors que l'agriculture pollue surtout les nappes phréatiques (par les nitrates, les pesticides), le tout-à-l'égout est le premier responsable de la pollution des cours d'eau, même quand les stations d'épuration sont « aux normes ». Nitrates, phosphates, résidus de médicaments et d'hormones, déchets toxiques solubles, bactéries et virus pathogènes, il s'agit d'une pollution multiforme. Les stations retiennent assez bien les matières, mais très mal tout le reste, qui est soluble. Ainsi certains chimistes ont-ils dosé au débouché des fleuves la cocaïne qu'ils transportent, avec assez de précision pour en déduire le nombre de doses absorbées par la population raccordée à l'égout dans l'amont du bassin. En France aujourd'hui, 80% de la population est raccordée à l'égout, et pour un tiers, elle est alimentée avec une eau potable puisée en rivière. Pour tous ceux-là, un cycle pervers se

fait, qui amène les pollutions et pathogènes des uns au robinet des autres, en attendant que le tout aboutisse dans l'océan. Or si les stations d'épuration n'ont qu'une efficacité très limitée sur tous ces polluants, la potabilisation d'une eau aussi sale est souvent un casse-tête, parce que la rétention des substances solubles coûte cher, qu'elle n'est jamais totale, et parce que pour prévenir la prolifération des populations bactériennes dans les conduites d'adduction d'eau, on est contraint de rajouter du chlore : une pollution supplémentaire, et non la moindre. Au contact des matières organiques (dues au tout-à-l'égout), le chlore induit la production spontanée de molécules organochlorées cancérigènes et mutagènes. D'amont en aval, le trio infernal WC, tout-à-l'égout, potabilisation recycle ainsi la pollution et dissémine les maladies : le rapport N° 215 de l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (publié en 2003) nous apprend par exemple que « des eaux non conformes à la réglementation pourraient être la cause de 10 à 30 % du total de gastro-entérites aiguës observées dans les secteurs desservis par ces eaux ». La gestion actuelle de nos excréments repose sur l'idée qu'ils sont un déchet à éliminer, et que l'eau est le seul moyen de parvenir à ce but. Double erreur :

- ils contiennent exactement la quantité d'engrais qu'a demandé notre alimentation, leur destination naturelle est la terre où pousse notre nourriture ;
 - par définition, l'eau pure ne contient rien d'autre qu'elle-même : de l'eau. Sauf en très petite quantité, tout apport de matière organique ou de sels minéraux dissout est une pollution pour l'eau douce. Or les polluants chimiques comme les antibiotiques, les hormones, etc. peuvent être détruits de façon sûre par les microbes actifs dans le compost et dans les sols, et ils ne remontent pas du sol vers les récoltes, alors que dans l'eau, ils sont redoutables tant pour la faune des rivières que pour les buveurs d'eau du robinet.
- La réponse du « système » est aujourd'hui de durcir les normes techniques des stations d'épuration, ce qui fait exploser les coûts, sans parvenir à améliorer vraiment la qualité de l'eau. Que faire ? Il ne s'agit pas tant d'économiser l'eau que de lui épargner toute pollution. Il y a des évidences : aucun produit toxique (médicament, pesticide, diluant...) ne doit être jeté dans l'eau, surtout si cette eau s'en va dans un réseau d'égout. Les détergents, qui sont nécessairement mélangés à l'eau, sont pour l'instant majoritairement issus de la pétrochimie, toxiques et peu biodégradables. Le tout-à-l'égout les envoie jusqu'en mer où ils se dispersent dans les embruns et brûlent le feuillage de la végétation côtière. On peut choisir de bannir les plus polluants et d'utiliser les autres avec parcimonie, en choisissant ceux qui sont les plus naturels et biodégradables.



ADRIEN DUQUESNEL